



# 1er mai : Ensemble, Imposons nos Choix !

Le 1<sup>er</sup> mai est toujours porteur d'exigences sociales pour les salariés, les privés d'emploi, les retraités.

En cette période d'élection présidentielle, le 1<sup>er</sup> mai 2007 se trouve au cœur du débat démocratique tandis que 2 conceptions s'affrontent :

- ⇒ la régression sociale et toujours plus pour les privilégiés, les actionnaires, le Medef,
- ⇒ le progrès social et une autre répartition de la richesse créée par le travail des hommes et des femmes.

Le 1<sup>er</sup> mai sera un moment important pour le monde du travail, pour les futures générations, pour les valeurs de solidarité et de paix qui nous animent et ont une grande place dans notre société.

La CGT s'est prononcée pour le progrès social et la satisfaction des besoins. Le 1<sup>er</sup> mai sera une possibilité de faire entendre sa voix dans le scrutin, imposer une autre logique, tant en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale, que de Services Publics...

## **SERVICES PUBLICS**

Les Services Publics en réseau (communication, transport, énergie, eau) doivent disposer d'une large autonomie de gestion dans le cadre d'orientations définies démocratiquement. Leurs Conseils d'Administration doivent devenir de véritables instances décisionnelles appuyées sur la transparence, la démocratie, le rôle primordial des salariés(es) et des usagers.

La Fonction Publique doit être au service des assemblées élues, des populations et de toute la Nation, et pas seulement de leur exécutif, tout en assurant une place particulière aux citoyens(es), des droits et des capacités réelles d'intervention doivent être donnés aux fonctionnaires.

## **SALAIRES**

- *Reconstruction des grilles de salaire garanti,*
- *Interdiction de négocier des accords sur des bases inférieures au Smic. Le Smic doit être le point de départ minimum pour la construction des grilles là où il existe des emplois requérant des salariés sans qualification,*
- *Chaque salarié à temps partiel doit disposer des mêmes avantages en matière de salaire et éléments annexes,*
- *Pour garantir réellement le maintien du pouvoir d'achat, les mécanismes d'indexation doivent être améliorés afin de mieux prendre en compte les dépenses effectives des salariés et l'évolution réelle du coût de la vie.,*
- *Aucune mesure individuelle ou collective (intéressement, épargne salariale, actionnariat salarié...) ne doit se substituer au salaire, ces mesures doivent être soumises à cotisations sociales.*

## **EMPLOI**

*Il ne peut pas y avoir de politique de plein emploi sans développement de l'emploi industriel. Cela implique une réorientation des ressources des entreprises et des institutions financières.*

*L'industrie demeure un élément structurant de l'activité économique en termes de richesses créées, de maîtrise technologique, de recherche et d'innovation. L'industrie exerce un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, des régions, du pays. Le maintien et le développement des activités de l'industrie et des services de qualité, ainsi que des services publics vont de pair.*

Dans notre département, nombreuses sont les luttes victorieuses qui ouvrent de nouvelles perspectives pour rompre avec cette logique libérale qui ne cesse de déstructurer l'ensemble des garanties collectives, au profit d'une minorité d'actionnaires qui s'enrichissent sur le dos du plus grand nombre de salariés.

**Alors, ensemble, dans l'unité, donnons de la force à nos exigences revendicatives et faisons du 1<sup>er</sup> mai un « TOUS ENSEMBLE » pour le progrès social.**

**MANIFESTATION A MARSEILLE  
à 10 H 30 - PORTE D'AIX**